

Programme d'action de la Résistance présenté par le Parti communiste français

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
PRINCEP
LE PROGRAMME D'ACTION DE LA RÉSISTANCE
AU PEUPLE DE FRANCE.

Le 15 Mars 1944, les représentants des Organisations de Résistance, des Centrales Syndicales et des Partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R. décidèrent de s'unir sur un programme comportant à la fois un plan d'action contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer dès la libération du territoire un ordre social plus juste.

Le programme d'action de la Résistance publié dans la clandestinité est encore inconnu de la grande masse des Français et c'est pourquoi le Parti Communiste Français entend donner une large diffusion aux mesures adoptées par les groupements de la Résistance pour être appliquées dès la libération du territoire.

Ces mesures ont été adoptées par le Conseil National de la Résistance comprend :

- Le mouvement de Libération Nationale (Combat, Franc-Tireur, Libération, France au combat, Défense de la France, Lorraine, Résistance) ;
- Le Front National ;
- L'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.) ;
- Libération Zone Nord ;
- Ceux de la Résistance ;
- La Confédération Générale du Travail ;
- La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens ;

Les partis et tendances politiques suivants :

- Parti Communiste Français ;
- Parti Socialiste reconstitué ;
- Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste ;
- Parti Démocrate Populaire ;
- Alliance Démocratique ;
- Fédération Républicaine.

Ces mesures sont les suivantes :

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R. proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

- 1° - Afin d'établir le Gouvernement Provisoire de la République formé par le Général DE GAULLE, pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sans grandeur et dans sa mission universelle ;
- 2° - Afin de veiller au chatiment des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'Administration et de la vie professionnelle et tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;
- 3° - Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafi-

quant
du marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation, ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis, y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'axe et leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable;

Le 15 Mars 1944, les représentants des organisations de la Résistance ont établi un programme de libération de la France et de l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel.
- La pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression;
- La liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État;
- La liberté d'association, de réunion et de manifestation;
- L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance;

- Le respect de la personne humaine;
- L'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi;
- 5° - Afin de promouvoir les réformes indispensables:
 - a) Sur le plan économique et financier:
 - L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières et de la direction de l'économie par les intérêts généraux de la Nation;
 - Une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général, la suppression de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes;
 - L'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par le Gouvernement après consultation des représentants de tous les éléments de cette production;
 - Le retour à la Nation de tous les grands moyens de production menés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques;

Le développement et le soutien des coopératives de production, d'achat et de vente agricoles et artisanales;
Le droit de tous dans les cadres de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires et participation des travailleurs à la direction de l'entreprise;
b) Sur le plan social:

- Le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail;
- Un rajustement important des salaires et de la garantie d'un niveau de salaire et traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine;

.....2.....
 - La garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilisation de la monnaie;
 - La reconstruction de ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté d'élargies pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale;

- Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans les cas où ils sont incapables de se procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat;

- La sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier;

- L'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs améliorant et généralisant l'expérience de l'office du blé par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités et par la réalisation d'un plan d'équipement rural;

- Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours.

- Le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste;

- Une extension des droits politiques, sociaux, économiques des populations indigènes et coloniales;

- La possibilité effective, pour les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui aient les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite et constamment renouvelée par les apports populaires.

Au surplus, ce programme de redressement national établi par le Conseil National de la Résistance a été approuvé par le Général DE GAULLE, Président du Gouvernement Provisoire de la République.

Ainsi le Gouvernement de la France a fait sien le programme d'action de la Résistance, et il faut que le peuple de France tout entier aide son Gouvernement à appliquer ce programme et à vaincre les difficultés qui ne manqueront pas de susciter les hommes des trébuchets qui hier ont livré l'économie française aux boches.

Le Parti Communiste Français appelle dans ses militants à rassembler les masses populaires autour du programme d'action de la Résistance et à faire en sorte que partout, sous leur impulsion, les Comités Locaux de la Libération convoquent des assemblées populaires dans toutes les localités pour leur présenter le programme d'action de la Résistance et développer l'action civique du peuple tout entier en vue d'aider le Gouvernement à faire triompher le progrès.

de combattre les ennemis qui se sont battus dans l'obscurité au

est de France

Vive l'Union du peuple de France pour l'application du programme d'
action de la Résistance.

Vive l'Union de la Résistance, gage du relèvement de la France.

Vive la France que nous voulons et que nous ferons libre, forte et heu-
reuse.

Le Comité Central
du Parti Communiste Français.

Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs
jours.

Un développement généralisé et des allocations et pensions pour les
vétérans de la terre française.

Une extension des droits politiques, économiques, sociaux, culturels
indigènes et coloniaux.

La possibilité effective pour les enfants français de bénéficier de l'
instruction et d'accéder à la culture la plus développée que soit
la situation de leurs parents, afin que les tentatives les plus
hautes soient réalisées nécessairement à leur portée et que les
besoins pour les enfants soient satisfaits et que soit ainsi prévue une élé-
vation de leur niveau de vie et de leur formation intellectuelle
par les écoles populaires.

Un programme de développement national établi par le Conseil National
de la Résistance a été approuvé par le Général de Gaulle, Président de la
République.

Ainsi le Gouvernement de la France a-t-il bien le programme d'action de la
Résistance, et il faut que le peuple de France tout entier aide son Gouverne-
ment à appliquer ce programme et à vaincre les difficultés qui ne manquent
pas de susciter les hommes des tranchées et les hommes de la Résistance
aux bords.

Le Parti Communiste Français appelle dans ses milieux à rassembler les
masses populaires autour du programme d'action de la Résistance et à faire en
sorte que partout, dans les Comités locaux de la Résistance, en
vue de rassembler les masses populaires dans toutes les localités pour leur presen-
ter le programme d'action de la Résistance et développer l'action d'urgence du
peuple tout entier en vue de la libération de la France et de la République.
de développement économique qui se sont battus dans l'effort de la Résistance.

Archives départementales de Seine-et-Marne, SC1398